

**DEVANT LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME DES
CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

DONNÉES RELATIVES AU DÉPÔT :

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/TC

Partie déposante : les Co-avocats principaux pour les parties civiles

Déposé auprès de : la Chambre de la Cour suprême

Langue : français, original en anglais

Date du document : 21 novembre 2012



DONNÉES RELATIVES AU CLASSEMENT :

Classement proposé par la partie déposante : PUBLIC

Classement retenu par les co-juges d'instruction ou la Chambre : Public

Statut du classement retenu :

Révision du classement provisoire :

Nom du fonctionnaire chargé du dossier :

Signature :

**APPUI APPORTÉ PAR LES CO-AVOCATS PRINCIPAUX POUR LES PARTIES CIVILES
À L'APPEL IMMÉDIAT INTERJETÉ PAR LES CO-PROCUREURS CONTRE LA
DÉCISION CONCERNANT LA PORTÉE DU PREMIER PROCÈS DANS LE DOSSIER
N° 002**

Déposé par :

Les co-avocats principaux pour les parties civiles

M^e PICH Ang

M^e Elisabeth SIMONNEAU-FORT

Les co-avocats pour les parties civiles

M^e HONG Kim Suon

M^e KIM Mengkhy

M^e LOR Chunthy

M^e MOCH Sovannary

M^e SIN Soworn

M^e KONG Pisey

M^e YUNG Phanith

M^e SAM Sokong

M^e TY Srinna

Devant :

La Chambre de la Cour suprême

M. le Juge KONG Srim, Président

Mme la Juge A. KLONOWIECKA-MILART

M. le Juge SOM Sereyvuth

M. le Juge C.N. JAYASINGHE

M. le Juge MONG Monichariya

M. le Juge YA Narin

Mme la Juge Florence Ndepele MUMBA

Copie :

Bureau des co-procureurs

Mme CHEA Leang

M. Andrew CAYLEY

M. YET Chakriya

M^e Emmanuel ALTIT
M^e Olivier BAHOUUNE
M^e Pascal BAUDOUIN
M^e Evelyne BOILEAU-BRANDOMIR
M^e Philippe CANNONE
M^e Annie DELAHAIE
M^e Laure DESFORGES
M^e Ferdinand DJAMMEN NZEPA
M^e Nicole DUMAS
M^e Isabelle DURAND
M^e Françoise GAUTRY
M^e Marie GUIRAUD
M^e Emmanuel JACOMY
M^e Martine JACQUIN
M^e Daniel LOSQ
M^e Christine MARTINEAU
M^e Mahdev MOHAN
M^e Barnabé NEKUIE
M^e Lyma NGUYEN
M^e Elisabeth RABESANDRATANA
M^e Julien RIVET
M^e Fabienne TRUSSES NAPROUS
M^e Nushin SARKARATI
M^e Philippine SUTZ

M. William SMITH

Les Accusés

KHIEU Samphan
IENG Sary
IENG Thirith
NUON Chea

Les co-avocats de la Défense

M^e SON Arun
M^e Michiel PESTMAN
M^e Victor KOPPE
M^e ANG Udom
M^e Michael G. KARNAVAS
M^e PHAT Pouy Seang
M^e Diana ELLIS
M^e SA Sovan
M^e Jacques VERGÈS
M^e Arthur VERCKEN
M^e Anta GUISSÉ

Les co-avocats pour les parties civiles

M^e VEN Pov
M^e CHET Vanly
M^e Pascal AUBOIN
M^e Silke STUDZINSKY
M^e Beini YE

I. Introduction et rappel de la procédure

1. Le 7 novembre 2012, les co-procureurs ont déposé un appel immédiat¹ devant la Chambre de la Cour suprême (la « Chambre ») contre le mémorandum de la Chambre de première instance intitulé *Notification de la Décision statuant sur la demande des co-procureurs visant à inclure d'autres sites de crimes dans le cadre du premier procès dans le dossier n° 002 (Doc. n° E163) et du délai imparti pour le dépôt de la section des conclusions finales relative au droit applicable* (la « Décision contestée² »).

2. Les co-procureurs demandent à la Chambre de la Cour suprême de dire que l'extension de la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002, telle qu'ils l'ont proposée dans le document n° E163, est dans l'intérêt de la justice et, par conséquent, de modifier la Décision contestée afin que la portée de ce premier procès soit étendue au centre de sécurité S-21 (et au site d'exécution de Choeung Ek qui y est associé) ainsi qu'aux exécutions commises dans le district de Kampong Tralach Leu (district 12). De plus, les co-procureurs demandent à ce que la Chambre de première instance procède à cette extension dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire dont elle dispose pour administrer le procès.

4. Le 17 août 2012, à la réunion de mise en état, le Président de la Chambre de première instance a invité les co-avocats principaux à faire part de leur position quant à la demande des co-procureurs d'étendre la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 à d'autres sites de crimes. Il leur a notamment été demandé de répondre à la question suivante : *l'avantage offert par l'extension proposée l'emporte-t-il sur le risque de retard engendré par une prolongation de la procédure, compte tenu notamment de l'intérêt des victimes des crimes de l'époque des Khmers rouges à ce qu'un verdict soit rendu le plus rapidement possible?*³ Les co-avocats principaux ont insisté sur le fait que, même si les parties civiles « souhaitent qu'un verdict soit rendu dans un délai raisonnable⁴ », « en aucun cas, [elles] ne considèrent que la rapidité du procès doit prévaloir sur son caractère juste, [...] son sens et [...] sa signification symbolique⁵ ».

¹ **Doc. n° E163/5/1/1**, Appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (y compris Annexe I et Annexe II confidentielle), 7 novembre 2012.

² **Doc. n° E163/5**, Notification de la Décision statuant sur la demande des co-procureurs visant à inclure d'autres sites de crimes dans le cadre du premier procès dans le dossier n° 002 (Doc. n° E163) et du délai imparti pour le dépôt de la section des conclusions finales relative au droit applicable, 8 octobre 2012.

³ **Doc. n° E1/114.1** (EN), Transcription, Réunion de mise en état (huis clos), 17 août 2012, p. 94, lignes 17 à 20 (passage ne figurant pas dans la transcription en français).

⁴ **Doc. n° E1/114.1**, Transcription, Réunion de mise en état (huis clos), 17 août 2012, p. 117, lignes 23 et 24.

⁵ **Doc. n° E1/114.1**, Transcription, Réunion de mise en état (huis clos), 17 août 2012, p. 118, lignes 2 à 4.

5. Les co-avocats principaux et les avocats des parties civiles apportent, par la présente, leur appui à l'appel immédiat interjeté par les co-procureurs.

II. Appui à l'appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision concernant la portée du premier procès dans le dossier n° 002

6. Les co-avocats principaux ont déjà fait part de leur position en ce qui concerne l'Ordonnance de disjonction⁶. Toutefois, compte tenu de la possibilité présente et réelle que le premier procès dans le cadre du dossier n° 002 pourrait bien être le dernier procès à se tenir devant les CETC, les co-avocats principaux appuient l'appel interjeté par les co-procureurs concernant l'extension de sa portée, même si ne sont concernés que deux sites de crimes supplémentaires.

7. À ce stade, les co-avocats principaux et les avocats des parties civiles seraient favorables à toute extension de la portée du premier procès car cela aiderait à établir un récit historique plus exact des événements et accroîtrait l'impact de la justice, ces deux objectifs devant œuvrer à la réconciliation nationale, ainsi que l'ont fait observer les co-procureurs dans leur appel⁷. Et comme il a été précisé par les co-avocats principaux à la réunion de mise en état, « [i]l n'y a pas de décision acceptable, aussi rapide soit-elle, si cette décision n'est [...] fondée sur des débats significatifs ayant un champ suffisamment large⁸ ».

8. Les co-avocats principaux et les avocats des parties civiles considèrent que, vu le rôle des co-procureurs dans la procédure, il relève de leur compétence et de leur expertise de proposer et de justifier une telle extension. Les co-avocats principaux sont bien conscients que cette extension entraînera une prolongation du procès ; cependant, ils sont d'accord avec les co-procureurs pour dire que cette prolongation n'entraînerait pas une prolongation trop importante de la durée des débats et constitue une mesure raisonnable en l'espèce⁹.

⁶ **Doc. n° E124/4**, *Lead Co-Lawyer's Notice of Request for Reconsideration of the Terms of "Severance Order Pursuant to Internal Rule 89ter*, 6 octobre 2011; **Doc. n° E124/8**, *Lead Co-Lawyers and Civil Party Lawyers' Request for Reconsideration of the Terms of Severance Order E124*, 18 octobre 2011.

⁷ **Doc. n° E163/5/1/1**, Appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (y compris Annexe I et Annexe II confidentielle), 7 novembre 2012, par. 40, p. 18.

⁸ **Doc. n° E1/114.1**, Transcription, Réunion de mise en état (huis clos), 17 août 2012, p. 120, lignes 2 à 4.

⁹ **Doc. n° E163/5/1/1**, Appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (y compris Annexe I et Annexe II confidentielle), 7 novembre 2012, par. 49 à 86, p. 21 à 34.

9. Les co-avocats principaux partagent également l'avis des co-procureurs selon lequel la Chambre de première instance a rendu « une décision qui ne répond pas aux exigences de forme et de fond¹⁰ ».

10. C'est pourquoi les co-avocats principaux et les avocats des parties civiles apportent leur appui à l'appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision concernant la portée du premier procès dans le dossier n° 002.

III. Mesures demandées

11. Pour les raisons qui précèdent, les co-avocats principaux et les avocats des parties civiles demandent à la Chambre :

- de prendre en considération la position des parties civiles soutenant l'appel immédiat interjeté par les co-procureurs ;
- de faire droit à l'appel immédiat des co-procureurs compte tenu des arguments avancés par ces derniers ;
- de dire qu'une extension de la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002, telle que proposée par les co-procureurs, est dans l'intérêt de la justice,
- de modifier la Décision contestée afin que la portée du premier procès dans le dossier n° 002 soit étendue au centre de sécurité S-21 (et au site d'exécution de Choeung Ek qui y est associé) ainsi qu'aux exécutions commises dans le district de Kampong Tralach Leu (district 12), ainsi que l'ont demandé les co-procureurs dans le document n° E163 ; et

¹⁰ **Doc. n° E163/5/1/1**, Appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (y compris Annexe I et Annexe II confidentielle), 7 novembre 2012, par. 42 à 48, p. 18 à 21.

- d'enjoindre à la Chambre de première instance de procéder à cette extension dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire dont elle dispose pour administrer le procès.

Soumis respectueusement,

Date	Nom	Lieu	Signature
21 novembre 2012	M ^e PICH Ang Co-avocat principal cambodgien	Phnom Penh	[signé]
	M ^e Élisabeth SIMONNEAU-FORT Co-avocate principale internationale	Phnom Penh	[signé]